

# COURRIER POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES.

PHILADELPHIE, le Jeudi 6 Mars 1794.

*The liberty of the press is the palladium of all civil, political, and religious rights of freemen.* JUNIUS.

## NOUVELLES DE L'EUROPE.

**F**AUCHÉ et Collot-d'Herbois, commissaires nationaux à Lyon, ont ordonné :

1°. Que tous les édifices publics qu'on ne peut faire sauter ou incendier seront démolis immédiatement.

2°. Que tout voleur sera attaché à un poteau avec cette inscription en grosses lettres : MUSCADIN (Fat ou petit maître.)

3°. Que tout homme qui excitera la moindre commotion, ou favorisera le désordre par des discours ou par des menaces, sera jugé comme contre-révolutionnaire par le tribunal populaire.

4°. Que tous les infirmes et les vieillards seront entretenus, logés et vêtus aux dépens des riches de leurs cantons.

5°. Que tout vagabond ou mendiant sera emprisonné.

6°. Que pour procurer du travail aux gens de bonne volonté, il sera levé, par chaque commune, une taxe révolutionnaire sur les riches, en proportion de leur fortune et de leur incivisme.

7°. Que toutes personnes suspectes seront emprisonnées jusqu'à la fin de la guerre, et qu'on ne leur laissera que l'absolu nécessaire.

8°. Que tous les boulangers seront tenus de ne cuire qu'une seule espèce de pain qu'on appellera *Pain d'égalité*.

### Encore une conspiration !

*Seance conventionnelle du 9 novembre.*—Lequinio et Laignelot, représentants du peuple à Rochefort, envoient copie de l'acte d'accusation porté contre les officiers de l'Apollon, qui vient d'arriver dans ce port avec le projet de favoriser l'entrée des Anglais.

Ils annoncent que le Pluvier, qui avait mis à la voile pour Bordeaux avec le même projet, a été forcé par les vents contraires de rentrer à Rochefort, et qu'un ingénieur qui était à bord s'est brûlé la cervelle. Ils ont, disent-ils, donné au bourreau le nom de vengeur du peuple, et à la guillotine celui

de justice du peuple. Ils ajoutent que cette justice est déjà tombée sur la tête d'un lieutenant de vaisseau royaliste ; que le tribunal révolutionnaire a condamné une autre personne, et que les officiers de l'Apollon seront dépêchés au premier moment. Les représentants du peuple ont fait brûler sur la grande place les images, les tableaux d'église, et six mille livres de dévotion. Les Juifs même ont apporté les leurs, et ont renoncé à leur ridicule attente du messie.

Après ce grand auto-dafé, qui a duré 22 heures, on a donné une fête civique.

## ST.-DOMINGUE.

*Copie d'une lettre adressée à SONTONAX, Commissaire civil de la République française à Saint Domingue, par le Commodore FORD, commandant de l'escadre anglaise, mouillée dans la rade du Port-republicain (ci-devant Port au prince).*

A bord de l'Europa, sous le Port au prince, le 2 janvier 1794.

Monsieur,

Une partie de la flotte dont S. M. Britannique a daigné me confier le commandement est en ce moment devant votre port. Malgré le mépris que les habitants du Port au prince ont témoigné pour la proclamation faite à Jérémie le 23 décembre dernier par le colonel Whitelock, commandant des forces britanniques dans ce district et ses dépendances, je crois devoir éviter toute effusion de sang, et je vous offre par un parlementaire les mêmes conditions qu'a obtenues la ville de Saint-Marc. J'excepte cependant de la capitulation les marins qui sont dans votre port, puisque mes prières n'ont eu sur eux aucun effet, et qu'ils m'ont obligé d'employer la force.

Je promets aussi, sur mon honneur, de recommander au ministre d'Angleterre les intérêts politiques des hommes de couleur, et je le promets avec l'entière conviction qu'à la fin de la guerre il leur sera accordé tout ce que commande l'empire des circonstances. Vous ne pouvez résister aux forces navales que vous avez sous les yeux, et aux troupes embarquées pour l'attaque. Mais, avant d'en venir à la cruelle extrémité de tirer l'épée, je cède à l'impul-



sion de l'humanité, et je vous préviens que, dans le cas où vous résisteriez, je me verrais forcé de détruire une ville si belle et si importante, et que le blâme n'en retomberait que sur vous.

Je vous engage donc avec instance à réfléchir bien sérieusement sur votre situation actuelle. Je charge M. Rowley, capitaine des vaisseaux de S. M. B., de vous informer que je suspendrai toute hostilité jusqu'à demain à la pointe du jour : ce sera le moment de son retour à bord, et la réponse qu'il m'apportera de votre part décidera du sort du Port au prince ; il vous communiquera des nouvelles que j'ai reçues par l'escadre arrivée à la Barbade. Je desirer ardemment que la présence des forces qu'elle a portées ne devienne pas nécessaire devant cette infortunée colonie ; ce qui dépendra de votre conduite. M. Rowley vous instruira aussi de la réduction de plusieurs postes importants de la France, par les armes de S. M. Britannique.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

J. FORD, Commodore et commandant en chef des forces navales de S. M., employées et à employer à la Jamaïque et dans les dépendances, et aux îles de Bahama.

#### REPONSE DU COMMISSAIRE CIVIL.

*Le commissaire civil de la république française à Saint-Domingue, au commodore Ford, commandant des forces navales de S. M. Britannique, aux Antilles.*

Commodore,

J'ai communiqué aux commandans de la force armée et aux représentans du peuple du Port-Républicain, les dépêches et le projet de capitulation que le capitaine Rowley m'a remis, hier, de votre part. Tous ont unanimement rejeté vos propositions, ils veulent vivre et mourir Français ; ils ne violeront point leurs sermens.

Les citoyens blancs sont inviolablement attachés aux principes de la convention nationale ; ils ont vu dans le quatrième article des propositions du gouvernement anglais, un mépris formel de la loi du 4 avril 1792 ; ils ne souffriront jamais que leurs frères de couleur rentrent sous le joug de barbares préjugés, devenus insupportables à un peuple éclairé. Les anciens amis de toutes les couleurs sont réunis de cœur et d'esprit pour la liberté générale. Les Africains de leur côté, ont juré de défendre les propriétés de leurs patrons.

Telles sont, Commodore, nos dispositions : renoncez, si vous m'en croyez, à votre attaque du Port-Républicain : elle serait sans succès ; les habitans n'ont jamais su capituler devant l'ennemi !!!

Les capitaines Adlon et Boyer vous remettront cette réponse. Les hostilités commenceront dès leur retour.

SONTHONAX.

P. S. Les capitaines Adlon et Boyer seront accompagnés par le citoyen Ogé, aide-de-camp du commandant de la province.

En échange des nouvelles de l'Europe, que vous avez chargé le capitaine Rowley de me communiquer, j'ai l'honneur de vous informer que Toulon a été repris par les Français, et que la flotte de l'amiral Hood a été arrêtée dans le port. J'ai fait lire à vos officiers les gazettes anglaises qui nous annoncent ces succès.

*Lettre de M. Edmond Randolph, ministre des affaires étrangères, à M. Hammond, ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique pres les Etats Unis de l'Amerique.*

Philadelphie, 21 Février 1794.

Monsieur,

Il paraît, par la lettre que vous avez écrite à mon prédécesseur, le 22 novembre 1793, que vous n'aviez pas alors reçu des instructions définitives, relativement (1) à la demande qu'il vous faisait dans sa lettre du 29 Mai 1792, et que vous n'étiez pas encore autorisé à entrer en négociation à cet égard.

Le président des Etats-Unis me charge de vous répéter la même demande ; veuillez me faire l'honneur de m'informer, le plutôt possible, si vous avez reçu ces instructions pour terminer cette négociation.

J'ai l'honneur d'être &c.

Signé, EDMOND RANDOLPH.

P. S. Recevez mes remerciemens pour la déclaration de Sa majesté Britannique, que vous venez de m'envoyer.

Philadelphie, 21 Février 1794.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas encore reçu des instructions définitives sur l'objet auquel vous faites allusion dans la lettre que vous m'écrivez aujourd'hui ; mais j'espère les recevoir bientôt comme je vous l'ai déjà dit.

J'ai l'honneur d'être &c.

Signé, G. HAMMOND.

Plusieurs lettres de Baltimore démentent l'arrestation des Français allant à Saint-Domingue. — Les vaisseaux de guerre français, mouillés à Hampton, n'ont mis obstacle au départ de personne.

Nous avons reçu, vendredi dernier, de la Jamaïque la confirmation et les détails du combat qui a eu lieu le premier décembre dans le débouquement de Saint Domingue, entre le paquebot anglais l'*Ante-*

(1) M. Randolph veut parler d'un traité de commerce que sa Majesté Britannique se proposait de faire négocier avec les Etats-Unis.



lope, capitaine Curtis, et le corsaire français l'*Athalante*, commissionné à Charleston par l'ex-ministre Genet.

Le corsaire naviguait de conserve avec un autre, lorsqu'il aperçut l'*Antelope*; tous deux lui donnèrent la chasse.

L'*Antelope* était armé de six canons : il avait 23 hommes d'équipage. La nuit étant bientôt survenue, il fit fausse route. Les corsaires chassèrent sur différens bords, et le lendemain au matin, l'*Athalante*, armé de 8 canons et de 56 hommes d'équipage, se trouva à la portée du canon.

Le combat s'engagea; cinq fois le corsaire fut sur le point de sauter à l'abordage : cinq fois il fut évité par les manœuvres les plus promptes et les plus précises, et criblé de mitraille. Après deux heures de combat, presque à la portée du pistolet, les deux batimens se trouvèrent bord à bord, et l'*Athalante* allait encore tenter l'abordage; mais trois coups de canon, partis de l'*Antelope*, balayèrent le pont du corsaire, et forcèrent ce qui restait de l'équipage à demander grâce. Il fut amariné et conduit à la Jamaïque. — Il eut 47 hommes tués ou blessés.

L'*Antelope* eut 4 hommes tués et 7 blessés. Le capitaine et le second capitaine furent emportés au commencement du combat. M. le Roy de la Grange, ce brave, cet implacable ennemi de Sonthonax, de Polverel, et de tous les desorganiseurs de Saint-Domingue, fut tué à la fin du combat, après avoir fait des prodiges de valeur.

M. de Lopinot, qui se rendait à Londres avec cet infortuné, fut légèrement blessé au bras. Il se battit avec le plus grand courage, tantôt à la batterie, tantôt sur les passavants; il fit le coup de fusil et le coup de canon, et lorsque le corsaire voulait venir à l'abordage, il l'attendait sur la lisse le sabre à la main.

Lorsqu'on annonça l'arrivée prochaine des escadres espagnole et anglaise, pour rétablir l'ordre à Saint Domingue, il fut décidé que M. de Lopinot irait arborer le pavillon blanc, proclamer Louis XVII, et accueillir ces généreux libérateurs. Peu de tems après, on apprit que l'amiral Gardner, qui devait commander l'escadre combinée, retournait en Europe. Cette nouvelle déterminait M. de Lopinot à partir pour Santo Domingo, pour arborer le pavillon blanc sur la frontière. On assure que le gouvernement espagnol n'entra pas dans ses vues. Quoiqu'il en soit, il se rembarqua pour la Jamaïque, et se rendait à Londres, pour y chercher un passage pour la Vendée, lorsqu'il eut ce combat. Il n'a rien changé à ses dispositions, et a dû repartir sur le même paquebot. C'est ici le cas de dire :

« Des chevaliers français tel est le caractère ! »

*Boston, le 26 Février.*

S. A. R. le prince Edouard est parti de cette ville le 15 de ce mois sur un paquebot. Il a dû rencontrer à sa sortie une fregate destinée à le porter aux îles du vent, où il doit servir comme major général à l'armée du général Grey. Les glaces ayant été plus tardives que de coutume, le prince n'avait pu se rendre ici plutôt. Il a témoigné la plus grande impatience d'aller joindre l'armée.

Le prince Edouard a été reçu à Boston avec tous les témoignages de l'affection. Il était vêtu en simple particulier. Il crut devoir accepter un dîner de famille chez M. Th. Rensell, qui l'avait supplié de disposer de la voiture durant son séjour. Le soir, il fut au *bal des officiers*. Il y dansa avec Mde. Rensell. Tout le monde se leva au moment où il fut annoncé : les maîtres de cérémonie l'introduisirent avec distinction.

Le lendemain, les Bostoniens offrirent leurs hommages à S. A. R. Les français reçurent d'elle l'accueil le plus flatteur. Un habitant de Saint Domingue (1) eut un entretien particulier avec le prince, et sollicita la protection de S. M. britannique pour le transport des habitans de Saint Domingue sur leurs propriétés. Il présenta à S. A. R. le vœu des propriétaires de cette colonie en forme de placet, bien sur qu'il ne ferait pas desavoué de ceux qui ont des intérêts dans la colonie. S. A. R. promit de faire tous ses efforts auprès de l'amiral Jervis pour procurer, dans le plus court délai possible, la protection demandée. Il multiplia ses questions sur les habitans de Saint Domingue, repandus dans le continent, et montra la plus touchante sollicitude. S. A. R. s'est exprimée sur le compte de M. le baron de Cambesfort, de manière à lui faire oublier toutes les infortunes qu'il a dues à son attachement au roi. « Le plus beau de mes jours sera, dit-il, celui où je verrai les planteurs des îles françaises chez eux, et ma plus douce consolation dans le cours de ma vie sera d'avoir contribué à les réinvestir de leurs propriétés. »

Le prince est instruit : il raisonne parfaitement bien et parle les langues qu'il possède avec une pureté qui doit surprendre dans un homme de 27 ans. Sa taille est avantageuse; il est d'une figure agréable. L'ensemble de sa personne mêle quelque chose de doux et d'intéressant à la sécheresse du sentiment de respect qu'on doit à son rang. Il est absent d'Angleterre depuis 9 ans. Il en a passé deux et demi à Genève, quatre et demi en Hanovre, et deux en Canada.

Il est probable que les îles françaises du vent seront réduites à la fin de mars, et qu'une grande

(1) Nous sommes informés, par un autre correspondant, que cet habitant de saint-Domingue est M. Dubuc de Saint Olympe, que le prince avait fait appeler.



b Ec  
C8619  
1794  
Mar. 6  
1-512E

1147  
-1908-

( 302 )

partie de l'armée passera de suite à saint-Domingue. — Elle est composée de 13000 hommes arrivés d'Europe par l'escadre de l'amiral Jervis ; 2000 grenadiers et chasseurs tirés des garnisons des îles anglaises, et à peu près 2000 soldats de la marine.

#### LA CLEF DES COEURS.

*Plaisante repartie d'un filou pris sur le fait.*

Etant un jour au parterre de l'opéra, pas assez pressé pour n'être plus maître de mes mouvemens, je voulus prendre ma prise de tabac. Un desir plus étoffé sans doute sollicita en même tems mon voisin ; c'était celui de ma tabatière ; car, en mettant ma main à la poche, j'y trouvai la sienne. Nous nous regardâmes sur le champ ; lui avec l'inquiétude d'un homme fort embarrassé, moi, avec ce sentiment pénible qui déchire une ame honnête, quand elle est face à face d'une ame vile. Ses yeux eurent l'air de me dire : *point de bruit ! ne me perdez pas !* Les miens avaient l'air de lui demander grace de l'injure qu'il me faisait, en me croyant méchant. — Plus il était humble, plus il m'affligeait : insolent, il m'eut moins embarrassé. Je lisais dans ce regard suppliant toute l'inquiétude d'un vilain qui ne saurait croire à la générosité. Le malheureux ne se doutait pas que le larcin de ce sentiment m'était plus pénible que celui d'un meuble ! C'eut été, en bonne conscience, à lui à quitter la place : mais, magnétisé par la honte, qui est le seul chien d'arrêt des demi-sclérats, mon homme ne remuait plus. Je lui laissai le champ libre en me retirant, et me cachai derrière le pilier d'issue par où il devait sortir : je voulais voir cet homme tête à tête.

La fin de l'acte occasionna quelque mouvement des spectateurs sortans et rentrans, et mon filou s'échappait avec ses victimes, lorsqu'il se sentit saisi par une main : — C'était la mienne. — Retour de peur : — Il croit que je veux appeler la garde. — Non, Monsieur, c'est vous même que je rappelle à vous-même : Pourquoi me voler ? pourquoi fouiller dans mes poches ? vous avez la tenue et le maintien d'un homme bien élevé et vous vous dégradez par des actions basses. Le monde vous offre un assez bel amphithéâtre ; profitez des avantages que vous a donnés la nature, pour orner la scène comme tant d'autres, et puisque vous avez la manie de fouiller, fouillez dans les ames : c'est moi métier à moi qui vous parle, et nous voilà presque confrères. — J'ai débuté par là, me repliqua le filou, et on ne m'appellait dans le monde que l'observateur, le scrutateur ; mais, monsieur, je n'y faisais pas mes frais. Puisque vous êtes de l'état, vous devez savoir ce qui en est. — Que d'ordures à ressassier avant que d'attraper chose qui vaille ! cependant, Monsieur, je n'y renonce pas, car pour entrer plus aisément dans les cœurs, j'en cherche la clef dans les poches.

On se demande, depuis le rappel de M. Genet, et surtout depuis l'arrivée de son successeur, si l'ex-ministre peut être arrêté et traduit en France, pour y être jugé par ses pairs. Sans être versé en diplomatie, mais en sens juste et droit, il semble que M. Genet peut être légalement détenu. Le représentant d'une nation est, sous le système actuel, plus que jamais sous le coup d'une responsabilité qu'aucune résidence, aucune puissance, aucune distance ne peuvent neutraliser. Des milliers d'individus de sa nation circulent autour de lui, sous l'égide de la liberté du sol où ils vivent : lui seul, par sa qualité, est inhérent aux libertés de ce sol étranger ; sa place l'en isole complètement ; il est la nation même qu'il représente ; son essence ne peut être amoindrie, délayée chez celle où il se trouve ; ses constituans font cesser ses pouvoirs à volonté ; ils lui demandent compte de l'usage qu'il en a fait durant le tems où il a agi ; ils chargent un autre délégué de veiller, de s'assurer d'un prédécesseur suspect. La nation agit seule par l'organe et l'influence de celui qu'il lui plaît. Elle intime au successeur qu'elle désigne telle ou telle règle, telle ou telle démarche pour aviser sûrement aux moyens d'avoir pardevant elle le fonctionnaire public qu'elle a besoin d'entendre. — Ces précautions se prennent sur territoire ami, sans violation d'aucune des lois qui y sont en vigueur. Le gouvernement permet alors chez lui, pour le fait d'un ambassadeur avec ses constituans, ce qu'il autorise, permet et protège en ce qui concerne ce même ambassadeur envers certains français qui, par des réglemens, traités, &c. sont ses justiciables. Une prise, un testament, une succession, une réclamation de Français à Français, un délit, une désertion, &c. sont des faits du ressort de l'ambassadeur, qui a tribunal et qui juge, qui a autorité et qui requiert main forte. — L'ambassadeur lui-même, lorsqu'il est relevé, est un fonctionnaire public justiciable de celui qui arrive avec cette dignité, et ce dernier peut mettre le premier aux arrêts, et l'embarquer sans violation de territoire.

Cette opinion est totalement séparée du bien ou du mal que l'on souhaite à M. Genet.

#### Errata du numero 72.

Page 1, ligne 12. — naî : lisez — naître.

Page 2, colonne 2, ligne 33. — Strasbonug : lisez — Strasbourg.

Ibid., col. 2, ligne 54. — Le duc d'Uvez : lisez — le duc d'Usez.

Page 4, colonne 2, ligne 7. — l'homme marhine : lisez — l'homme machine.

On souscrit chez le rédacteur N°. 70, seconde rue Nord.